



# SCIENCES SOCIALES ET DROGUES EN AFRIQUE FRANCOPHONE

## DIVERSIFICATION DES USAGES, TRANSFORMATION DES APPROCHES

### COLLOQUE INTERNATIONAL

DAKAR 21-23/05/2024

## Rapport scientifique du Colloque international SCIDAF 2024

21-23/05/24, Dakar (UCAD et en ligne)

[Scidaf2024.sciencesconf.org](http://Scidaf2024.sciencesconf.org)

L'augmentation de la production, de la diffusion et du transit des stupéfiants en Afrique, la diversification des produits et des usages (nouvelles drogues, médicaments détournés de leurs indications, nouvelles formes de consommation), liées à la mondialisation des modèles culturels et à l'accroissement du trafic international des drogues, constituent un défi pour la définition de politiques en matière de drogues respectueuses des droits humains. La menace sociétale et sanitaire que constituent les drogues n'est pas limitée aux populations marginales, mais concerne les individus et les collectifs de multiples espaces sociaux dans les sociétés africaines. Alors que des centres pilotes en addictologie en Afrique de l'ouest proposent un traitement et une prévention par la réduction des risques (RDR) aux personnes usagères de drogues (PUD), la demande de soin reste importante, et inclut les nouveaux produits de synthèse, le tabac, le cannabis, l'alcool... Quelles tensions créent ces évolutions ? Quels modèles de traitement juridique, médical et social sont proposés ? Comment la recherche peut-elle éclairer les politiques publiques et les interventions pour qu'elles soient efficaces et compréhensives dans le respect des droits humains ?

Les drogues et les addictions constituent un domaine de recherche relativement nouveau pour les sciences sociales en Afrique francophone sud-Saharienne, où peu de chercheurs en sont spécialistes. Pour faire le point sur les connaissances et échanger sur ces questions, le [colloque international « Sciences Sociales et drogues en Afrique Francophone. Diversification des usages, transformation des approches »](#) a été organisé en collaboration par le Centre Régional de Recherche et de Formation à la prise en charge de Fann ([CRCF](#)), l'Institut de Recherche pour le Développement ([IRD](#), [TransVIHMI](#)), l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar ([UCAD](#)), le Centre de Prise en charge Intégrée des Addictions de Dakar ([CEPIAD](#)), le Réseau Scientifique des Drogues en Afrique Francophone ([RESCIDAF](#)), le Laboratoire d'Etudes et de Recherches - Droits Humains, Droit des Affaires, Justice et Ethique de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis (LER-DHDAJE) et le Harm Reduction Network ([HARENE](#)). Les organisateurs [comprennent](#) Dr Rose André Faye (anthropologue CRCF-IRD), Dr Albert Gautier Ndione (socio-anthropologue UCAD et cofondateur RESCIDAF), Pr Alice Desclaux (anthropologue, médecin IRD), Pr Idrissa Ba (Pr de psychiatrie et addictologue UCAD), Pr Mbissane Ngom (Pr de droit Université Gaston Berger de Saint-Louis).



Le colloque a été réalisé avec le soutien financier, matériel et/ou scientifique de l'Organisation Ouest-Africaine de la Santé, l'Institut de Recherche pour le Développement, Expertise France/L'Initiative, l'Agence française de recherche sur le sida et les maladies infectieuses émergentes, Coalition Plus, le Conseil National de Lutte contre le Sida, l'Ambassade de France à Dakar et à Conakry et l'Agence Universitaire de la Francophonie. Cf. [site internet du colloque](#).

Le colloque a rassemblé des experts des drogues, des addictions et des sciences sociales, de onze pays africains (Sénégal, Guinée, Mali, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Bénin, Ghana, Niger, Cameroun, République démocratique du Congo, Burundi) et d'Europe. Ses objectifs étaient d'ouvrir un espace d'échange régional entre chercheurs, acteurs et communautaires, d'apporter des éclairages interdisciplinaires (sciences sociales, addictologie, santé publique et savoirs expérientiels) et d'identifier des priorités de recherche face à la demande d'évolution des politiques des drogues et des interventions en Afrique et dans le monde.

Après le lancement d'un appel à communications, le comité scientifique international de 27 membres a revu une cinquantaine de propositions (17 du Sénégal, 12 de Côte d'Ivoire, 13 d'autres pays d'Afrique de l'ouest, 6 d'autres pays ou non localisées) et a retenu 24 communications orales et 16 communications affichées. Le livre des résumés peut être téléchargé [ici](#). Deux tables-rondes et deux panels ont rassemblé 31 intervenants. Six experts internationaux ont été invités pour des mini-lectures commentées par six experts ouest-africains.

La première journée avait lieu à l'Auditorium Khaly Amar Fall de l'Université Cheikh Anta Diop pour pouvoir atteindre un public universitaire. La moitié des 300 participants étaient des étudiants, principalement en sciences sociales. Au cours de la Cérémonie d'ouverture, sont intervenus des représentants du comité d'organisation et du comité scientifique du colloque ainsi que du RESCIDAF, du CRCF et du CNLS, de l'IRD au Sénégal, du Directeur Général de l'Organisation Ouest-Africaine de la Santé (OOAS), et le Directeur de la Recherche au Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) du Sénégal.

Le premier panel était consacré à l'actualité des drogues et de la réponse en Afrique de l'ouest francophone. Les questions suivantes ont été abordées : la circulation des stupéfiants dans la région ; la lutte contre les drogues au Sénégal et la sensibilisation ; le cadre juridique en Afrique de l'ouest ; l'offre de soins pour les personnes qui utilisent des drogues (prise en charge et réduction des risques) au Sénégal et en Afrique de l'ouest ; la dimension communautaire : les associations de personnes qui utilisent des drogues et la diversité ; les avancées régionales récentes et les perspectives ; l'approche des sciences sociales à propos des drogues et des addictions en Afrique francophone. Il s'est conclu par une prise de conscience de l'importance de la menace que représentent les consommations de drogues dont la circulation a fortement augmenté au cours des dernières années en Afrique de l'ouest (notamment la cocaïne, la résine de cannabis et les opioïdes pharmaceutiques détournés). De plus, l'augmentation de la dangerosité des produits en circulation a été soulignée, soit du fait de concentrations en principes actifs de plus en plus élevées, soit du fait de la présence croissante de molécules non répertoriées et de mélanges de produits dont les effets biocliniques ne sont pas encore connus.

Les deux journées suivantes ont rassemblé environ 90 personnes dans les locaux de l'Agence Universitaire de la Francophonie, et autant de personnes en ligne (89 inscrits). La session consacrée aux circulations de substances et aux contextes sociaux de consommation a fait état de l'expansion des usages en milieu urbain, notamment en Côte d'Ivoire et au Cameroun, mais aussi de nouvelles consommations en milieu rural. Des rassemblements de populations venues de plusieurs pays, comme les événements religieux, sont aussi des moments d'intensification des échanges et des consommations de produits. Le tramadol, très utilisé par les conducteurs de moto-taxis au Togo et au Bénin, l'est aussi au quotidien au Cameroun, alors que le paysage des drogues disponibles en Casamance comprend plutôt le cannabis d'origine locale et l'héroïne. La palette des produits

disponibles est étendue partout, avec certains produits communs qui appartiennent aux grandes catégories de substances (opiacés, psychédéliques, cannabis, excitants, nouveaux produits de synthèse). La session consacrée aux consommations dans les trajectoires de vie s'attachait à analyser plus précisément les contextes microsociaux, qui vont des 'fumeurs' collectifs en Côte d'Ivoire très structurés et hiérarchisés, jusqu'aux usages moins contraints, par exemple dans un objectif d'endurance pour des orpailleurs travaillant dans les mines du secteur informel, ou dans un objectif de communication et de plaisir lors de consommations associées à la sexualité. Ces espaces sociaux de consommation plus ou moins caractérisés peuvent rendre certains usages « socialement invisibles », comme dans le cas des usagères de catégories aisées qui n'ont pas de demande de soin et ne présentent pas les signes d'une marginalisation sociale.

La Réduction des Risques a été abordée au travers de ses transformations, adaptations et innovations en Afrique. L'étude du point de vue des PUD à propos de la RDR montre combien les pratiques sont interprétées comme reflétant la considération des soignants envers les PUD, en parallèle à leur impact préventif ou curatif. Plusieurs interventions soulignent l'importance de l'entourage dans le processus de soin, notamment lorsqu'il concerne des adolescents, et plaident pour des services dédiés. L'analyse des motifs d'arrêt du traitement de substitution aux opiacés au CEPIAD met en lumière les acquis, les contraintes et les défis que rencontrent d'une part l'équipe soignante, d'autre part les PUD dans leur contexte de vie.

Une session sur les politiques des drogues et les dispositifs juridiques et sanitaires montrait d'une part le dynamisme des acteurs opérationnels confrontés aux lenteurs institutionnelles au Sénégal, d'autre part l'impact positif de la modification en 2022 de la réglementation sur les drogues en Côte d'Ivoire. En attendant les réformes, une des communautés thérapeutico-religieuses qui prennent en charge des consommateurs de cannabis a été ethnographiée, ainsi que les stratégies des usagers face à la répression : ces pratiques informelles « sur le terrain » illustrent un rapport des PUD aux systèmes juridique et sanitaire qui échappe à la planification stratégique, dans des dispositifs encore insuffisamment développés pour leur apporter des réponses articulées et cohérentes entre elles.

Une table-ronde sur les interventions communautaires de RDR et les recherches qui seraient attendues en Afrique a permis de prendre conscience de la grande diversité des actions en cours auprès des PUD, qui pour la plupart d'entre elles se concentrent sur les consommations à risque infectieux. La majorité des intervenants estiment qu'ils ne sont pas assez outillés pour ajuster leurs actions aux nouveaux produits en circulation, pour lesquels ils ne disposent pas d'informations pharmacologiques. Ils déplorent que la dynamique lancée dans les années 2000 n'ait pas été davantage soutenue par la suite, et n'ait permis ni de réformer les législations dépassées, ni de mettre en place des dispositifs collaboratifs inter-Etats. Ils insistent sur la dimension régionale du problème de l'expansion des drogues, qui exige des réponses de même niveau. Enfin, ces intervenants soulignent l'importance du soin et d'une prise en charge qui permette de traiter les personnes de manière globale, en accord avec elles et sans se focaliser uniquement sur les produits illicites.

La session dédiée au genre, à l'intersectionnalité et à la diversité a mis en lumière les rôles des femmes parfois insoupçonnés en tant que PUD, qu'intervenantes auprès de PUD, et aussi en utilisatrices de produits aphrodisiaques visant à rendre les hommes dépendants. Ces différentes formes de pharmacosocialité liées au genre ont aussi été examinées dans le contexte de la prise en charge, en discutant ce qui pouvait encore être amélioré dans des centres communautaires qui ont mis en place des mesures destinées à améliorer leur accessibilité pour les femmes en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

La dernière table-ronde a passé en revue les besoins en matière de recherche, en identifiant des priorités thématiques à partir d'une variété de disciplines comprenant, au-delà des sciences sociales, l'addictologie, la santé publique, la santé communautaire, l'intervention sociale, dans des

domaines allant de la recherche fondamentale à la recherche interventionnelle ou recherche-action, en incluant les études d'évaluation et la formation par la recherche. Des représentants d'organismes susceptibles de porter ou financer de telles recherches au niveau national ou régional, ainsi que le MESRI, ont également montré les opportunités pour la réalisation de ces recherches.

Les mini-lectures ont permis de « poser les bases » de la réflexion en retraçant l'histoire de l'implication communautaire face aux drogues au travers du West African Drug Policy Network, en évoquant la place des « nouvelles drogues » en lien avec les catégories déjà existantes et dans un contexte où circulent aussi de multiples légendes urbaines, et en montrant quelques fonctions sociales des drogues qui les rendent indispensables dans certaines sociétés « addictogènes ». Elles ont aussi illustré des approches développées dans d'autres contextes pour la recherche participative et communautaire sur la réduction des risques, l'organisation économique de la réponse aux drogues, et des mesures préventives basées sur la connaissance des produits et l'accompagnement des usagers dans les milieux de consommation. La perspective d'adapter ces approches aux contextes ouest-africains a motivé des acteurs et chercheurs, qui ont lancé des échanges sur de possibles projets pluri-pays en recherche interventionnelle.

La plupart des évaluations du colloque ont souligné son intérêt dans un domaine où la coordination de niveau national se heurte souvent aux contraintes institutionnelles, à la difficulté à réunir autour de la réponse aux drogues des acteurs sociaux aux approches très différentes, et au déficit de financements des actions en réponse aux drogues et en faveur des PUD. De plus, la comparaison des stratégies entre pays et des singularités en matière de produits et d'usages a permis des réflexions significatives, alors que les participants partageaient la conscience que des réponses ponctuelles et isolées sont inopérantes face à des marchés et des usages d'ampleur régionale. Ainsi la dimension supra-nationale de la réflexion et des échanges est apparue essentielle à plusieurs niveaux, ainsi que la nécessité de disposer à ce niveau de données pharmacologiques sur les produits en circulation, de données quantitatives sur les pratiques de consommation (attendues du réseau West African Epidemiology Network on Drug Use) et de connaissances qualitatives complémentaires et indispensables.

Les objectifs du colloque ont été atteints pour ce qui concerne le fait de rassembler les chercheurs, les connaissances et les expériences sur les pratiques de consommation de drogues et leur traitement social, juridique et sanitaire, en Afrique de l'ouest francophone. Les échanges très riches et les relations nouées lors du colloque pourront se poursuivre avec l'appui du réseau RESCIDAF, qui vise à s'élargir à plusieurs pays ouest et centre-africains. L'identification des questions de recherche prioritaires pour l'Afrique de l'ouest en est à ses débuts, et une première liste de thèmes sera rendue publique sur le [site internet du RESCIDAF](#). Elle sera complétée par une liste de thèmes de recherche pertinents pour des étudiants en Master de sciences sociales, afin d'intéresser des jeunes chercheurs.

Les participants ont souhaité pouvoir poursuivre les échanges et approfondir leurs connaissances au-delà du colloque, ce qui a motivé le projet de création d'un webinaire (de rythme mensuel pendant une période test) qui permettra à un orateur de présenter ses travaux de manière plus approfondie que pendant le colloque. La diffusion sera assurée par le RESCIDAF et ses partenaires. Ils souhaitent aussi accéder rapidement aux résultats de recherche au travers d'une base bibliographique ouverte sur les drogues en Afrique (français, anglais, etc).

Le déficit de connaissances, y compris (et pas seulement) en sciences sociales, sur les produits en circulation, leurs effets, les stratégies de prévention et de prise en charge, est flagrant. Il est apparu très important dans certains secteurs (tels que les nouveaux produits de synthèse ou l'économie de la réduction des risques) où il limite les capacités d'action. La nécessité de développer des recherches et actions différenciées par catégories de substances s'impose, l'amalgame entre produits différents étant une source majeure d'échec des politiques. Plusieurs projets pluri-pays ont

été proposés, qui feront l'objet d'une maturation dans le cadre d'un « incubateur de projets de recherche et d'intervention » porté par le RESCIDAF, qui permettra aux participants au colloque et à d'autres acteurs ou chercheurs de poursuivre les réflexions qui ont été initiées, jusqu'à la soumission aux partenaires techniques, financiers et institutionnels.

Enfin, les difficultés rencontrées sur le terrain et la menace que représente l'expansion de drogues ou de mélanges de substances comme le kush, insuffisamment étudié et contrôlé, face auquel la Sierra Leone a déclaré une « urgence nationale » en avril 2024, ont alimenté une prise de conscience du retard à la préparation face aux nouvelles drogues.

Ce constat a conduit les participants au colloque à rédiger « l'Initiative de Dakar contre les drogues 2024 » qui sera rendue publique dans tous les pays participants à l'occasion de la [Journée Internationale de lutte contre le trafic et l'abus de drogues](#) et de la campagne mondiale [Support, Don't Punish](#) le 26 juin 2024.

Rédaction du rapport : Alice Desclaux et Rose André Faye

Site web : <https://scidaf2024.sciencesconf.org>

Contact : [reseau.rescidaf@gmail.com](mailto:reseau.rescidaf@gmail.com)

[Rescidaf.hypotheses.org](http://Rescidaf.hypotheses.org) <https://scidaf2024.sciencesconf.org>

#### Remerciements à :

